

## Ventes paniques !

### Marchés Financiers

**BOURSE AMERICAINE :** Cette semaine s'annonçait à haut risque entre l'approche des élections américaines, les publications de résultat des entreprises et, surtout, un durcissement des mesures sanitaires en Europe après la brutale accélération de l'épidémie. Wall-Street n'est pas restée indifférente aux annonces en Europe et, comme les places européennes, les indices boursiers américains ont lourdement chuté, hier. Le S&P 500 a ouvert en baisse, sous les 3 350, et il s'est rapidement rapproché des 3 300 points, niveau autour duquel il a fluctué pendant une grande partie de la séance. L'indice-phare de la bourse de New-York a accentué ses pertes dans la dernière demi-heure de cotations, pour terminer quasiment au plus bas du jour, à 3 271 (- 120 points), en chute de 3,5%. Les médias américains mettent en avant le risque que, comme la France, les Etats-Unis soient amenés à imposer à nouveau un confinement, alors que le nombre de nouveaux cas d'infection au SRARS-CoV-2 a fortement augmenté, pour atteindre 70 000 nouveaux cas par semaine, malgré l'opposition de M. Trump à toutes mesures de lutte contre la propagation du virus, hormis la solution « miracle » du vaccin. Les hospitalisations liées au Covid-19 ont grimpé d'au moins 10% la semaine dernière dans 32 Etats. De plus, l'absence de consensus politique pour des mesures de soutien à l'activité économique rend les Etats-Unis particulièrement vulnérables à de nouvelles mesures sanitaires. Le Dow Jones a reculé de 3,4%, à 26 520 (- 943 points), et le Nasdaq Composite a baissé de 3,7%, à 11 005 (- 427 points). Le VIX a bondi de 20,8% à 40,28 (+ 7 points), son plus haut niveau depuis le 11 juin. Cette correction n'a épargné aucun secteur, même pas les valeurs technologiques ! Les secteurs les plus impactés par le virus, comme l'hôtellerie, les loisirs et le transport aérien, se sont effondrés. Les investisseurs délaissent massivement les actions face aux incertitudes sur la croissance mondiale. Les grands titres de la tech ont plongé comme Amazon (- 3,8%), Apple (- 4,6%) Facebook (- 5,5%) et Tesla (- 4,4%). Tous les secteurs sont dans le rouge : de la santé (- 3,2%) aux banques (- 2,5%), en passant par l'énergie (- 4,2%) alors que les cours du pétrole ont plongé de plus de 5%.

**VALEURS :** L'actualité des entreprises était encore chargée, hier, avec de nombreuses publications de résultats (cf. **Les US en Actions**). Microsoft (- 5,0%) a publié des résultats au-dessus des attentes, mais l'entreprise a déçu par sa prévision prudente de chiffre d'affaires en fin d'année. Cette déception a aussi pesé sur les cours d'Apple, d'Alphabet, d'Amazon et de Facebook, en plus des annonces autour de l'épidémie. De son côté, Boeing (- 4,6%) a annoncé une nouvelle perte, pour le quatrième trimestre consécutif, en raison du 737 MAX et de l'impact de la pandémie. General Electric (+ 4,5%) a surpris en annonçant une nette diminution de ses pertes et un cash-flow positif grâce à la réduction des coûts de ses activités dans l'aviation et l'énergie. Les profits trimestriels d'UPS (- 8,8%) ont augmenté 11,8% sur un an, grâce à une forte croissance de son activité de livraisons. Fiat Chrysler Automobiles (- 4,9%) a renoué avec un résultat d'exploitation positif au troisième trimestre grâce au rebond du marché automobile, particulièrement aux Etats-Unis. En revanche, les profits de General Dynamics (- 1,8%) ont diminué de 8,7%, la crise sanitaire ayant pesé sur ses livraisons d'avions de combat. Mastercard (- 8,1%) a enregistré une chute de 28% de ses profits en raison de la baisse des dépenses de la part des titulaires de ses cartes sur fond de crise sanitaire, avec notamment une chute de 36% des volumes transfrontaliers, en monnaies locales. Les dépenses intérieures se redressent selon le CEO, mais les dépenses de voyages restent un « défi ». L'autorité italienne de la concurrence a annoncé mercredi avoir ouvert une enquête sur un abus présumé de position dominante de Google sur l'affichage de la publicité en ligne en Italie. Selon le Wall-Street Journal, Tiffany et LVMH seraient proches d'un accord sur la diminution du prix que payerait le géant français du luxe pour mettre la main sur le joaillier américain, à 131,50 dollars par action. Un procès sur le litige opposant les deux sociétés est prévu pendant quatre jours à compter du 5 janvier prochain devant un tribunal du Delaware.

---

**BOURSES AMERIQUE LATINE :** Dans la foulée des place européennes et de Walls-Street, les marchés actions latino-américains ont subi une nette correction, hier. La poursuite du durcissement des mesures sanitaires destinées à freiner la deuxième vague épidémique (France et Allemagne hier), ainsi que le renoncement de la Maison Blanche à trouver un compromis avec les élus Démocrates sur de nouvelles mesures de soutien à l'activité économique avant les élections de la semaine prochaine et l'approche de la date limite fixée par les Européens pour parvenir à un accord commercial post-Brexit avec le Royaume-Uni génère une volonté de s'éloigner des actifs risqués. Après avoir perdu plus de 11% en deux séances, le Merval a encore chuté de 6,8%, hier, alors que la bourse de Bogota a reculé de 4,4%, l'iBovespa de 4,3% et l'indice général de la bourse de Lima de 2,7%. L'IPC (- 1,6%) et l'IPSA (- 1,8%) s'en sont sortis un peu mieux, sans échapper au sell-off global.

**BOURSES ASIATIQUES :** Comme l'ensemble des places boursières dans le Monde, les indices boursiers de la région Asie-Pacifique sont dans le rouge ce matin, à la suite des annonces de confinement en Europe et du fait de l'incertitude sur les élections américaines. La bourse de Shanghai fait, toutefois exception, avec une hausse de 0,1% peu avant la fin de la séance. L'indice Nikkei 225 a reculé de 0,4%, limitant ses pertes par rapport à l'ouverture. Le principal indice de la bourse de Tokyo a notamment profité de la hausse de 6,7% de l'action Sony, qui a relevé ses prévisions de résultats annuels et qui mise sur un succès commerciale de sa nouvelle console PlayStation 5 dont la sortie est prévue en novembre. Les performances de Sony sur son deuxième trimestre 2020-2021 ont aussi été supérieures aux attentes, malgré quelques ombres au tableau comme le déclin de son activité dans les capteurs d'image et le cinéma. Les résultats de Panasonic et Takeda sont attendus après la clôture de la séance. Le yen est quasi stable face au dollar, à raison d'un dollar pour 104,34 yens. La banque centrale du Japon a laissé inchangé sa politique monétaire, ce matin, mais dégradé ses perspectives économiques : « *risks to both economic activity and prices are skewed to the downside, mainly due to COVID-19* ». Les ventes au détail au Japon, sur le mois de septembre, sont décevantes. Ailleurs dans la région, le Kospi a reculé de 0,9% et la bourse australienne a chuté de 1,6%. Environ une heure avant la fin de la séance à la bourse de Hong-Kong, le Hang Seng perdait 0,5%. Les futures américains rebondissent ce matin en Asie, avec une hausse de 1,2% du S&P future, et après leur violente chute de la veille, les cours du pétrole sont aussi en hausse de 0,3% ce matin, à 37,52 \$ pour le WTI.

**CHANGES & OBLIGATAIRE :** La devise européenne a été lourdement pénalisée par les annonces de durcissement des mesures sanitaires dans plusieurs pays de la zone euro, du fait de la brutale hausse du nombre de personnes contaminées, et notamment par l'annonce d'un nouveau confinement en France. Le durcissement des mesures en Allemagne inquiète aussi les investisseurs. Ainsi, la devise européenne a cédé 0,4% face au dollar à 1,1750 \$ et 0,5% face au yen, à 122,59 yens pour un euro. Ces mesures pourraient suffire à pousser la BCE à augmenter son programme de rachat d'actifs, et l'intervention de Mme Lagarde, aujourd'hui, sera attendue avec attention. Du côté du dollar, les cambistes se tournent vers les élections américaines qui auront lieu mardi prochain. L'incertitude sur les résultats soutient la devise américaine, qui joue plus que jamais son rôle de « devise refuge ». Sur le marché obligataire, le taux à 10 ans américaine a inversé la tendance en journée, remontant un peu, à 0,7727% contre 0,7676% mardi soir. De même, en Europe, les investisseurs ne se ruent pourtant pas sur les titres d'Etat, puisque le rendement du Bunds à 10 ans n'a baissé que d'un point de base, - 0,627%. En France, le rendement de l'OAT à 10 ans de référence a terminé - 0,328%, comme la veille. En revanche, le rendement du BTP italien à 10 ans a augmenté de 4 pb, à 0,75%, et celui du Bonos espagnol de même maturité a progressé de +2 pb à 0,18%

**PETROLE :** Les cours du pétrole ne pouvaient que réagir négativement aux annonces de confinement. Les mesures de confinement en Allemagne et en France pourraient menacer la consommation respectivement de 2,3 millions et 1,5 million de barils par jour jusqu'à la fin de l'année. Entre perception des risques économiques en hausse, baisse de la consommation de pétrole avec les entraves au déplacement des populations et augmentation de l'offre avec la reprise de production en Lybie, la chute des cours ne pouvait être que violente. De plus, la

---

---

publication des stocks américains a accentué ce repli. Le cours du baril de WTI, coté à New York pour livraison en décembre, a perdu 3,6% à 37,37 \$. A Londres, le prix du baril de Brent pour livraison le même mois perdait quant à lui 5,3% à 39,54 \$. Les deux cours de référence retrouvent des niveaux de prix plus vus depuis le 5 octobre, après une journée de répit la veille et un premier plongeon cette semaine de plus de 3% lundi. Les nouvelles ne sont pas rassurantes non plus aux Etats-Unis où l'American Petroleum Institute (API), la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier, a publié mardi son estimation de l'état des stocks dans le pays, rendant compte d'une hausse de 4,6 millions de barils, trois fois plus qu'attendu, des réserves de brut. De son côté, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), aux chiffres jugés plus fiables, a confirmé ce mouvement. Les cours du pétrole ont amplifié leur repli après la publication de ces statistiques hebdomadaires. Les stocks commerciaux américains de pétrole brut ont progressé plus que l'attendaient les analystes (+ 4,32 millions de barils vs + 1,23 million anticipé, après une baisse d'un million de baril la semaine précédente). Ils sont supérieurs de d'environ 9% à leur moyenne sur les cinq dernières années. Les stocks d'essence ont reculé de 0,892 million de barils, contre un consensus de - 0,961 million, après +1,895 million la semaine précédente. Les stocks de produits distillés se sont, eux, repliés de 4,491 millions de barils (vs - 2,065 millions attendus), après -3,832 millions la semaine précédente. A noter que le taux d'utilisation des capacités des raffineries a atteint 74,6%.

---

## News clefs

**L'Europe est le continent dans lequel la pandémie progresse le plus rapidement, avec plus de 220 000 nouvelles contaminations quotidiennes en moyenne durant les sept derniers jours, soit une augmentation de 44% par rapport à la semaine précédente.** L'Allemagne a donné mercredi un nouveau tour de vis. **Les Allemands sont invités à éviter les déplacements inutiles et à partir de lundi restaurants, bars, installations sportives, culturelles et de loisirs seront fermés pour un mois. Les écoles resteront ouvertes, de même que tous les magasins, avec des règles plus strictes. Berlin prévoit des aides allant jusqu'à 10 Mds € pour amortir le choc économique.** La France a enregistré 36 437 nouveaux cas de contamination par le SRAS-CoV-2 et 244 nouveaux décès en 24 heures. **Emmanuel Macron a annoncé mercredi soir un reconfinement général en France. Cette deuxième période de confinement en France - après celle du printemps qui correspondait à la première vague de l'épidémie - commencera vendredi et durera au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. Les écoles resteront ouvertes mais les bars, restaurants et « commerces non-essentiels » vont fermer. La France devient ainsi un des rares pays ou régions en Europe - avec l'Irlande et le Pays de Galles - à choisir de confiner l'ensemble de sa population.**

En plein rebond épidémique, les appels à imposer une obligation nationale de port du masque aux États-Unis, à la place du patchwork actuel de règles, se renforcent, après que de multiples études ont démontré son efficacité. Mais le président américain Donald Trump refuse toute nouvelle restriction de portée nationale, misant à la place sur un vaccin dans les prochains mois. A ce jour, **33 des 50 Etats américains ont rendu le masque obligatoire. Dans les 17 autres, des villes ont imposé ici ou là, localement, des obligations...** Ce qui a opportunément créé ce que les chercheurs appellent des « expériences naturelles », permettant de comparer des villes similaires mais qui diffèrent sur le masque. Ainsi au Kansas, le gouverneur a imposé le masque en juillet mais les comtés pouvaient obtenir une exemption. Seuls 20 des 105 comtés ont effectivement rendu le masque obligatoire : **les transmissions y ont été réduites de 50% par rapport aux comtés sans obligation, selon des chercheurs de l'université du Kansas.** Une étude publiée dans Health Affairs conclut que les obligations imposées au printemps sur le masque ont permis, à elles seules, d'éviter entre 230 000 et 400 000 cas aux Etats-Unis au 22 mai.

---

## Recherche économique et Stratégie

**Christian Parisot**  
Head of Global Research

☎ 01 53 89 53 74

✉ [cparisot@aurel-bgc.com](mailto:cparisot@aurel-bgc.com)

**Jean-Louis Mourier**  
Economic Research

☎ 01 53 89 54 46

✉ [jlmourier@aurel-bgc.com](mailto:jlmourier@aurel-bgc.com)

***Ce document peut être considéré comme un avantage non-monétaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.***

## Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudenciel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur [www.aurel-bgc.com](http://www.aurel-bgc.com)

Copyright © Aurel-BGC, 2020, Tous droits réservés.